

Il n'est pas trop tard

Le 19 août 2003, je rentrais très intimidé pour une première journée au Journal de Québec. Jeune diplômé en droit et aucune expérience dans le domaine.

Pendant trois ans, j'ai tenté d'apprendre ce métier pour raconter, dénoncer et faire vivre quelques émotions.

En 2007, j'ai obtenu un poste régulier un peu avant 16 longs mois de lock out. Avec le recul, ce fut une expérience extraordinaire malgré un contexte pénible.

Dès 2010, ce fut l'Afghanistan deux fois, Haïti, le Rwanda et le Tour de France cinq fois. Je n'oublierai pas la crise étudiante, Lac-Mégantic et la fusillade de la Mosquée.

Parallèlement à ces couvertures, la confiance du public a chuté, comme les revenus d'ailleurs.

Un fait demeure : les gens veulent encore être informés. Et les passionnés qui ont survécu dans le métier veulent juste continuer d'y travailler.

Le Journal de Québec comptait 300 travailleurs en 2003. Nous ne sommes plus qu'une trentaine. Il reste quoi ? Des convictions.

Dans un « écosystème » en bonne posture, il faudrait un diffuseur public en santé, mais avec des compétiteurs privés capables de livrer bataille.

Pour sauver ce qui reste, j'ai cumulé neuf ans d'implication avec le SCFP, deux ans avec la FPJQ et cinq ans à donner 250 ateliers dans les écoles sur les fausses nouvelles et la

désinformation pour le CQEMI. Mes deux garçons doivent avoir autre chose que TikTok comme source d'actualité.

Au fil des années, Google et Facebook ont englouti la publicité mais sans rien produire. Le projet de loi C-18 n'est pas parfait, mais cette lutte est cruciale.

Je persiste à croire qu'il est possible pour les géants qui bénéficient de notre contenu journalistique et profitent de la publicité, de compenser nos médias de manière adéquate.

Il n'est pas trop tard.